La dictée Belkacem : les élèves négocient pour choisir la bonne orthographe, à tort ou à raison

écrit par Marina | 5 janvier 2017

http://resistancerepublicaine.com/2017/01/03/avec-belkacem-et-hollande-cest-vous-qui-auraient-le-dernier-mot/

Je confirme le témoignage du professeur de collège dans l'article ci-dessus.

Septembre 2016, réunion de rentrée des 6e, les profs passent chacun 5 minutes afin d'expliquer (difficilement, on voit qu'ils ne sont pas au point sur la réforme qui entre en vigueur) leur matière, la façon de l'aborder, le programme pour l'année.

On a un professeur d'histoire géographie qui a l'air désolé de devoir aborder l'islam (mais le fera quand même), un professeur de maths qui va devoir s'adapter car elle n'a jamais eu un public si jeune, un professeur d'EPS qui nous

fait des phrases incompréhensibles, tout ça pour dire que les gamins vont devoir courir après un ballon en groupe et le mettre dans un panier… et cerise sur le gâteau (là où moi ayatollah de l'orthographe, j'ai failli m'étouffer) le professeur de français…. bla bla 6e étude des contes et DICTEE NEGOCIEE (what ?). Explication : chaque enfant fait sa petite dictée et à la fin il y a constitution de groupes qui vont discuter entre eux et négocier l'orthographe, ce ne sera pas forcément celui qui a raison qui imposera son idée.

Je suis ressortie de là désabusée, dégoûtée et très inquiète.

Note de Christine Tasin

La terrible anecdote rapportée par Marina n'a rien d'un fait isolé. C'est la base même des nouveaux programmes. Les élèves doivent être partie prenante de l'enseignement et s'ils sont capables de justifier une orthographe fantaisiste, on ne peut leur imposer une règle venue d'on ne sait où, enfin venue de l'histoire de la France, venue de gens disant « nos ancêtres les Gaulois »… Belkacem a réussi à mener jusqu'au bout de sa logique les dérives du pédagogisme dont le grand prêtes est Meirieux. La grande idée était/est que l'enfant construit son savoir, que le professeur est une aide, juste un animateur…

Voir un des nombreux articles que j'ai consacrés à ce fossoyeur de l'école et notamment celui-ci où je répondais à sa réponse à une de ses attaques :

Réponse à Philippe Meirieu : le pédagogisme est bien l'allié du libéralisme

Suite à l'article que j'ai écrit la semaine dernière sur la réforme des lycées(1), Philippe Meirieu m'a envoyé un document(2), désireux de me prouver que *son ralliement à Sarkozy et au libéralisme était « très relatif »* .

Navrée de vous décevoir, cher monsieur, mais ce document non seulement ne peut me convaincre que le pédagogisme n'est pas un allié objectif du libéralisme mais il concourt à le prouver. Je ne retiendrai, dans un souci de concision, que quelques

points emblématiques de nos divergences.

D'abord, la critique des nouveaux programmes du primaire et du collège, caricaturés sous votre plume « retour aux programmes de la 3° République » parce qu'ils osent revenir aux fondamentaux : « lire, écrire, compter, connaître grammaire et orthographe, connaître les classiques pour participer à la culture commune de son pays », en dit long sur votre idéal. Laisser croire aux élèves qu'il suffit de faire des choses faciles, attrayantes, immédiatement accessibles ou d'utilité immédiate pour grandir, évoluer et progresser, est contraire à ma conception de l'école républicaine. Il faut des bases solides pour construire, se construire et être capable de maîtriser la langue française. Sinon, c'est un parcours d'élève en risque d'échec scolaire qui va se profiler, bien propre à alimenter la machine à chômeurs dont a besoin le libéralisme.

Ensuite il y a de l'hypocrisie à dénigrer l'organisation du soutien et de stages de remise à niveau au motif que « les transformations de pratiques » et le travail en équipe seraient la solution à tout ! Cela fait 20 ans qu'on demande aux enseignants de « transformer leurs pratiques » et de travailler en équipe, qu'ils le font, quoi que vous en disiez …et la situation ne cesse d''empirer ! A force de se poser des questions existentielles, de se transformer en Gentil Organisateur de la classe, en spécialiste es psychologie de l'enfant ou en assistante sociale, l'enseignant fait peut-être passer de bons moments à ses élèves, il les rend peut-être plus créatifs, mais il ne résout pas le problème de l'échec scolaire. La solution, on la connaît, c'est celle qu'appliquent, avec bonheur et efficacité, un certain nombre de parents, et notamment les parents- professeurs : UN adulte qui s'assied à côté d'UN enfant, et qui l'aide à comprendre, à se questionner, à chercher, à utiliser des outils. Impossible en classe entière, impossible en cours de soutien collectif. Le vieux cours particulier a encore de beaux jours devant lui, tant que les effectifs des classes, l'encadrement et l'exigence de niveau à atteindre ne seront pas revus. Utopique car trop cher, tant que les tenants du libéralisme, qu'ils soient de gauche ou de droite, veilleront sur l'Education Nationale. Impossible tant que les tenant du pédagogisme, sous prétexte d'égalité de tous les enfants, s'opposeront au travail à la maison en primaire et prétendront que de simples « pratiques » peuvent tout résoudre. Impossible tant que nombre de parents et d'enfants, méprisants l'école gratuite qui leur est offerte (imposée disent certains) n'auront de cesse de payer des officines privées, considérant que, comme chez le psy, ça ne marche que quand c'est cher.

Puis, regretter l'absence de toute réflexion sur le collège « qui reste le maillon le plus faible de notre système éducatif » est de la provocation simple. Le collège unique, ses classes trop hétérogènes, l'absence de solution pour les cas lourds ou difficiles qui doivent, paraît-il, à tout prix bénéficier d'une instruction qu'ils rejettent violemment, on vous les doit et on vous doit l'échec de toutes les tentatives de rendre au collège ses lettres de noblesse. Pour ne pas mettre à l'écart ceux qui empêchent le système de fonctionner, on réduit les exigences pour tous…

Quant à la suppression de la carte scolaire, que vous dénoncez… elle montre nettement ce que d'aucuns ne voulaient pas admettre, à savoir que, depuis des lustres, il y a des établissements où on ne réussit pas/plus à travailler, et que les parents – et on les comprend- souhaitent les fuir. Le scandale n'est pas que l'on fuie, il est que le service public d'éducation ne soit pas proposé également sur tout le territoire, que l'on ait laissé à tel point se déliter les exigences, qu'on ait laissé à ce point les élèves et les parents se mêler de pédagogie, attendre des professeurs qu'ils soient tous charismatiques et faire retomber sur leur dos la responsabilité de l' »ennui » et de l'échec des élèves sans jamais remettre ceux-ci en question. Au contraire, les enseignants sont contestés par les élèves et leurs parents, abandonnés par leur hiérarchie, sommés par les tristes sires de la pédagogie et de la sociologie d'abandonner une autorité que les parents veulent voir appliquée aux autres élèves mais pas à leur propre progéniture.
A qui profitent les ghettos, sociaux et scolaires ??? Encore une fois l'ultralibéralisme a besoin de ces zones sinistrées pour faire peur et faire passer la majorité des travailleurs sous les fourches caudines des exigences de l'exploitation et de la rentabilité. On est toujours content de ne pas être celui qui est en bas de l'échelle et on est prêt à tout pour voir plus malheureux que soi.
Ne voyez-vous pas que, depuis des lustres, les ZEP et compagnie ont bénéficié de moyens énormes… essentiellement pour faire baisser la violence scolaire (et avec quels résultats ???) mais bien peu sont parvenus à faire réussir ces élèves « défavorisés ». Ce n'est ni une question de moyens, ni une question de pédagogie et pas complètement de mixité sociale. Malgré vos antiennes. C'est, encore une fois, qu'à force de vouloir acheter la paix sociale, la paix scolaire, on a accepté que des ados fassent la loi, mettent en doute l'école de la République et ses programmes, s'arrogent le droit de traiter un professeur de « connard » (la gifle méritée(3) coûte un procès et 500 euros au professeur !). N'est-il pas étrange d'ailleurs de voir la très libérale Union Européenne lancer une campagne pour

interdire les gifles, même à la maison ? Alors que, c'est, parfois, la seule –et inoffensive – façon de remettre en place certains enfants sans limites. Nous voyons ici le même état d'esprit que celui qui sévit à l'école, en grande partie grâce à vous : l'enfant-roi est intouchable, il a tous les droits et aucun devoir.

Je suis néanmoins d'accord avec vous, sur un point : la gauche est bien co-responsable de la situation actuelle ; par contre nous différons quant à l'analyse, vous lui reprochez de ne pas être allée assez loin dans le pédagogisme, je lui reproche d'avoir voulu supprimer toutes les étapes, redoublements, seuils d'orientation, difficultés… Même les sociétés dites primitives savent que, pour devenir un homme, il faut des rites de passage, il faut vaincre des difficultés, des peurs…
La gauche et vous avez fait en sorte que l'adolescent soit bercé (ou s'attende à l'être) dans une espèce de bain rose et bleu, avec des esclaves (les enseignants) aux petits soins, sur lesquels il est de bon ton de cracher. A force de répéter que c'est l'élitisme des enseignants, l'échec qu'ils mettent en scène, consciemment ou pas, qui génère la violence de l'élève, vous nous avez conduits à simplifier abusivement les programmes, les examens (n'importe quel élève de 6° normalement constitué est capable de répondre à la plupart des questions de l'épreuve de français du brevet ; celle d'histoire ne nécessite plus guère que de savoir lire pour utiliser des documents…). Qui a-t-on sauvé avec ce système ??? Qui cela a-t-il encouragé ??? Le résultat, c'est qu'il y a, pour un grand nombre d'élèves, mépris de l'école, refus de tout travail à la maison, voire même en classe…. Que dire, d'ailleurs, des IUFM, grande invention de la gauche et des adeptes du pédagogisme, censés avoir formé des milliers de jeunes professeurs aux méthodes que vous préconisez ??? L'ascenseur républicain ne fonctionne plus, on se rue dans les établissements publics ou privés qui travaillent avec des méthodes que vous qualifieriez de « dignes de la III° République »… Je vous conseille de parcourir le blog d'un€ ancienne stagiaire IUFM qui en montre les limites et l'inutilité pour ne pas parler de nocivité(4). Que dire d'une formation qui fait la part belle à « la culture » de l'élève, à ses traditions familiales ou géographiques mais oublie délibérément LA culture républicaine, la citoyenneté et l'exigence de laïcité ?

Pour tout dire, à force de vouloir changer les choses, vous avez opposé un « enfant-sujet » à ce que vous avez nommé un « enfant-objet », vous avez voulu « éduquer » et non plus « instruire », comme si jamais un enseignant digne de ce nom avait ignoré qu'il avait un être humain face à lui et qu'il devait l' »eduquer » c'est-à-dire »

e – ducere » le conduire hors de lui-même, hors de l'état ignorant pour l'aider à devenir… sujet. Vous avez mis la charrue avant les bœufs. Vous avez cru encourager quand vous dissuadiez, vous avez cru aimer quand il fallait simplement de la bienveillance et de l'exigence. Et vous avez rejoint les chantres du libéralisme, en permettant que soient appliquées à la lettre les recommandations de l'OCDE : « *Pour réduire le déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou une diminution des dépenses de fonctionnement ne comportent pas de risque politique. Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service,* ***quitte à ce que la qualité baisse****. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants.* ***Les familles réagiront violemment*** *à un refus d'inscription de leurs enfants,* ***mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement*** *et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité.* » Nous y sommes. La réforme des lycées que vous encensez permet effectivement à l'Etat de faire des économies substantielles en remplaçant des heures de transmission de connaissance par des heures « à tout faire », ce qui permet de ne pas diminuer la quantité du service, tout en rognant sur la qualité, qui a bien disparu.

Alors oui, même si vous souhaitez vous démarquer de Sarkozy et du libéralisme, vous avez œuvré en leur faveur, malgré vous sans doute, mais le résultat est là. Et le pire est que vous avez été relayés par un certain nombre de syndicats enseignants, voire même par une fédération de parents d'élèves Un exemple parmi des dizaines : nous ne formons plus les scientifiques dont nous avons besoin, trop de jeunes n'ont pas les bases nécessaires pour suivre en Université et trop encore n'ont pas suffisamment pris goût à l'effort, au plaisir intellectuel, voire ne sont pas assez curieux pour choisir cette voie. Alors on s'efforce de faire venir des étudiants indiens ou chinois, qui, parce qu'ils vivent dans des pays émergents où l'on connaît le prix et le rôle de l'éducation, rigoureuse et bien plus exigeante que celle de notre III° République, sont bien formés et capables. Alors on laisse nos jeunes croupir dans les files d'attente de l'ANPE, errer à la recherche de petits boulots ou d'emplois mal payés, le chômage de masse faisant baisser les salaires…. Tout ça pour le plus grand bonheur des actionnaires !

Christine Tasin

http://christinetasin.over-blog.fr

(1) http://www.ripostelaique.com/Lycees-quand-Meirieu-approuve.html

(2) http://metier-prof.blogspot.com/2008/08/la-catastrophe-annonce-pour-lcole-une.html

(3) http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2008/08/13/01016-20080813ARTFIG00436–euros-d-amende-pour-le-professeur-gifleur-.php

(4) http://stagiaireiufm.canalblog.com/

(5) Extrait d'un rapport de l'OCDE cité par C. Morrisson dans « Cahier de politique économique n°13 » (1996),

https://ripostelaique.com/reponse-a-philippe-meirieu-le.html